

**Communiqué de
presse**

**Aurélie Filippetti, ministre de la Culture et de la Communication
rend compte des décisions prises pour la presse d'information politique
et générale en matière de moratoire postal**



Contact presse

Délégation à l'information et à
la communication
01 40 15 80 11
service-presse@culture.gouv.fr

www.culturecommunication.gouv.fr

www.facebook.com/ministere.culture.communication

<https://twitter.com/MinistereCC>

Le Président de la République a reçu, en présence d'Aurélie Filippetti, ministre de la Culture et de la Communication et Bernard Cazeneuve, ministre délégué au Budget, des représentants des hebdomadaires et des quotidiens nationaux et régionaux représentant la presse d'information politique et générale.

La presse d'information politique, qui est essentielle à notre vie démocratique, traverse des difficultés d'adaptation à l'univers numérique. En conséquence, des mesures spécifiques sont prises par le gouvernement et par la Poste pour limiter, pour cette catégorie de titres, la hausse tarifaire engendrée par la fin du moratoire des tarifs postaux.

L'augmentation liée au moratoire sera ramenée à 1 % pour chacune des deux prochaines années. Cette décision représente une diminution de près de 70% de l'effort demandé initialement à ces titres ; elle traduit un effort remarquable en période de contrainte budgétaire forte pour l'ensemble de la sphère publique.

La décision sur le moratoire postal devra être complétée par les résultats de la mission lancée par le gouvernement sur l'avenir de la diffusion de la presse. Celle-ci aura vocation à dégager, au-delà des deux prochaines années, un schéma industriel qui tienne compte, dans un contexte de baisse des volumes distribués, aussi bien des spécificités de l'ensemble des familles de presse que des mutations auxquelles la Poste doit faire face. Dans ce contexte, le Président de la République a souligné l'importance, pour la vitalité de la presse comme pour l'information de tous les citoyens, du réseau des marchands de journaux et des kiosquiers.

Le Président de la République a également exprimé son attachement à la solidarité entre toutes les familles de presse que traduit l'existence d'un taux unique de TVA pour tous les titres : il a rappelé que les discussions se poursuivent avec la Commission européenne afin de permettre à l'ensemble de la presse numérique de bénéficier également d'un taux réduit.

Paris, le 17 décembre 2013